

Val d'Aran: frontières sous contrôle



Contrôles d'identité, avec le sourire, pour ces habitantes de Labarthe Rivière venues acheter des cigarettes en Espagne.

Sur la route du tabac qui mène de nombreux Toulousains jusqu'à Bossost dans le val d'Aran espagnol, le petit poste frontière de Melles a retrouvé du service. Depuis l'attentat de Nice le 14 juillet, alors que les contrôles aux frontières instaurés pendant l'Euro du 10 juin au 10 juillet venaient d'être levés, le dispositif a été rétabli. Mais contrairement au mois de novembre 2015, à la suite des attentats de Paris, la stratégie a changé. Les contrôles systématiques ont laissé place à des opérations «aléatoires», c'est-à-dire selon des horaires changeants et jamais identiques, de jour comme de nuit, explique le commandant Laurent Malaurie, directeur adjoint de la Police aux frontières en Haute-Garonne. Les effectifs de la PAF se rendent ainsi sur les deux points de passage vers l'Espagne : Melles donc et le col du Portillon. Mais aussi, dans le département voisin, le tunnel d'Aragouet-Bielsa. Certaines des opérations sont menées avec les militaires de la mission Sentinelle et la police espagnole.

Dans le cadre de l'anti-terrorisme, ce sont d'abord les hommes et non le tabac et l'alcool qui mobilisent les policiers. Ce qui ne veut pas dire que les douaniers ne poursuivent pas leur travail... À Melles, où passent chaque jour en été 8 000 véhicules, le bâtiment du Centre de coopération policière et douanière, voisin du poste frontière, abrite par ailleurs policiers, gendarmes, douaniers et les trois forces de police espagnoles. Jamais fermé, ce centre d'échange de renseignements a repris toute son utilité.

«Il faut nous rassurer même si je doute de l'efficacité»

«Vu le contexte, cela ne me gêne pas qu'ils contrôlent. À partir du moment où ce n'est pas tous les kilomètres...» Contrôles à la frontière ou pas, Pierre et Franck, deux amis gersois, n'ont rien changé à leurs habitudes. Une fois par an, ils prennent la route pour ce grand classique de la vie de nombre d'habitants de notre région : une virée à Bossost, chez nos plus proches voisins espagnols. Alcool, cigarettes et tapas dans la verdure du val d'Aran où coule la Garonne, le scénario est immuable. Les Gersois se sont contentés «de produits locaux : saucisson, turrón...», déclarent-ils aux policiers en ce jeudi après-midi au poste frontière de Melles Pont-du-Roy, à l'extrémité sud de la Haute-Garonne. Saucisson ou alcool, les policiers n'en ont cure : ce ne sont pas les marchandises qui les occupent mais les hommes. Depuis l'attentat de Nice, comme pendant l'Euro, les fonctionnaires de la Police aux frontières sont de retour à Melles. Pour des contrôles non plus systématiques comme après le 13 novembre 2015 mais à horaires variables. Ce jeudi, ils ont dérivé le flux des voitures qui viennent d'Espagne. Devant le poste qui a repris du service, un policier scrute les occupants des voitures, stoppe un véhicule de temps en temps et vérifie les cartes d'identité. Si besoin, les papiers sont passés au crible des fichiers français comme espagnol des personnes recherchées. Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Lot... toute la région défile avec les habitants du coin. Des touristes se mêlent au flux constitué pour beaucoup de retraités et de quelques Espagnols. «C'est bien, on nous protège un peu», juge Philippe, un Breton. «J'ai toujours été rassuré», assure Guy, un habitant de Fumel, qui ne dit pas non pour autant à plus de sécurité : «C'était un peu trop laxiste.» Dans la vallée, à Saint-Béat, Catherine résume l'ambiguïté de son sentiment : «Il faut nous rassurer même si je ne suis pas sûre que ce soit très efficace. On a l'impression que c'était portes ouvertes.»

À Bossost, depuis le supermarché qu'il possède depuis toujours, Benjamin juge que ces contrôles n'ont pas nui à son commerce. «Il y a eu beaucoup moins de monde en juillet mais je ne sais pas si c'est à cause d'une baisse de l'économie en France ou des attentats. Je crois que le problème, c'est surtout la crise», souligne-t-il en rappelant que le val d'Aran «vit à 100% du tourisme français». «Ici, c'est une petite frontière. Ce n'est pas comme au Perthus où il y a trois heures d'attente», relativise-t-il. Dans un tabac de Lès, Mathieu, un Tarbais, fait le plein. Pour lui aussi, pas de changement : «si la sécurité s'est renforcée, je suis miro car je n'ai rien vu du tout.»

Conséquence du rétablissement de la frontière : une circulation infernale déviée dans l'unique rue du village de Fos. «Dès qu'on sort, il faut faire attention», déplorent René et Josiane, aux premières loges. «La route n'est pas adaptée», plaide le maire, Francis Dejuan. Hier, le conseil municipal devait délibérer pour demander que le barrage se tienne sur la nationale qui contourne le village. Sur les 8 000 véhicules par jour qui franchissent la frontière, Fos en voit passer quelque 2 000 pendant la durée d'un contrôle.

Luc Escoda, Secrétaire régional du syndicat de policiers Alliance.

«Il faudrait un recrutement massif»

Les contrôles aux frontières sont-ils utiles ?

Ce sont des directives nationales pour faire face au terrorisme. Cela rassure plus qu'autre chose. On peut bien sûr tomber sur quelqu'un. Mais on ne peut pas être partout. Le risque terroriste, ce sont aussi des gens qui se radicalisent tout seuls chez eux...

La police a-t-elle les moyens de répondre à toutes les sollicitations de l'état d'urgence ?

Elle s'y emploie. Mais il faudrait un recrutement massif. Tous ces petits postes frontière ont disparu. On fait appel aux effectifs d'autres services. Il faut être partout sans plus de moyens.

La création de la réserve est-elle une bonne chose ?

Je distingue la réserve civile qui concerne des professionnels retraités de la réserve citoyenne formée de citoyens lambda. C'est un plus. Mais on ne remplacera jamais des gens qui sont concernés à temps complet. Notre syndicat milite pour la création d'un 4e corps (outre les commissaires, officiers et gardiens, Ndlr) constitué des adjoints de sécurité. Ce sont aujourd'hui des contractuels. On leur offrirait un réel déroulement de carrière. Et ils seraient employés à des tâches d'accueil et de garde qui permettraient aux policiers de se recentrer sur leurs missions.